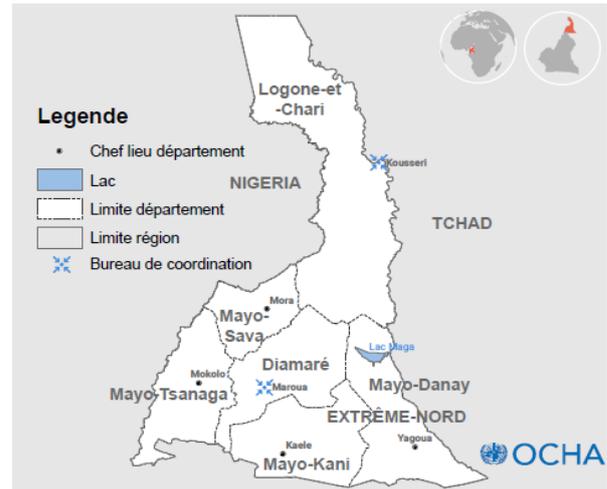


Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 1^{er} au 30 Novembre 2021. Le prochain rapport sera publié en janvier 2021.

FAITS SAILLANTS

- Première réunion bilan des autorités administratives et organisations humanitaires, de développement et de consolidation de la paix le 24 novembre à Maroua dans le département du Diamaré.
- Dix civils tués lors d'une attaque de groupes armés non étatiques (GANE) dans le Mayo-Tsanaga.
- Présence croissante d'Engins Explosifs Improvisés (EEI) dans le Mayo-Tsanaga qui freinent l'accès humanitaire.
- Déni d'accès humanitaire à Tourou dans le Mayo-Tsanaga.
- Troisième tour de la campagne de vaccination contre la COVID-19 du 17 au 21 novembre.
- Nouveaux préfets et sous-préfets nommés dans la région.



Les limites et les noms indiqués et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle par les Nations Unies

1,2M

Personnes dans le besoin

Source :

Aperçu des besoins humanitaires - mars 2021

951K

Personnes ciblées

Source :

Plan de réponse humanitaire - mars 2021

358K

Personnes déplacées internes

Source :

OIM DTM N°23- juillet 2021

68K

Refugiés dans les camps

Source :

Statistiques des personnes relevant de la compétence du HCR /Gouvernement du Cameroun- novembre 2021

49K

Refugiés hors des camps

Source :

Statistiques des personnes relevant de la compétence du HCR/ Gouvernement du Cameroun- novembre 2021

135K

Personnes retournées

Source :

OIM DTM N°23- juillet 2021

CONTEXTE HUMANITAIRE

Après une relative accalmie, la région a connu des attaques des groupes armés non étatiques (GANE) principalement dans le Mayo-Tsanaga, au cours desquelles dix civils, dont un bébé, ont été tués. Le Département de la Sûreté et de la Sécurité des Nations Unies (UNDSS) a relevé une tendance d'augmentation des attaques complexes, comme la pose d'Engins Explosifs Improvisés (EEI), des embuscades et des tirs simultanés de GANE le long des localités frontalières avec le Nigeria. Cela représente un risque pour les civils et pour les organisations humanitaires qui peuvent être des dommages collatéraux. Toutefois, aucun mouvement de population n'y a été observé tout au long du mois, et ce, depuis le mois d'août 2021. L'accès au village Tourou dans le Mayo-Tsanaga a été refusé à une organisation humanitaire par des jeunes protestant

l'insuffisance des dispositions sécuritaires dans leur village. Après des concertations avec la communauté et les organisations humanitaires intervenants dans la zone sous la présidence de l'autorité administrative, les activités humanitaires ont sereinement repris leurs activités dans cette localité.

Le 24 novembre, le Gouverneur de la région de l'Extrême-Nord a présidé la première réunion bilan des activités des organisations humanitaires, de développement et de consolidation de la paix dans ses services en présence d'environ 100 personnes parmi lesquelles les autorités administratives des départements du Logone et Chari, Mayo-Sava et Diamaré ainsi que les secteurs de la région. A l'issue de cette réunion, il a été recommandé l'institutionnalisation d'une plateforme régionale trimestrielle de coordination sous la présidence du Gouverneur ainsi que la redynamisation et/ou la création des plateformes de coordination départementales particulièrement dans le Mayo-Tsanaga. La COVID-19 reste un sujet de préoccupation dans la région. Au 31 octobre, la région compte un total de 2 133 cas confirmés et 48 décès. Le troisième tour de la campagne de vaccination nationale contre la COVID-19 a été effectué dans la région avec les vaccins Johnson and Johnson et Sinopharm du 17 au 21 novembre. Toutefois, la couverture vaccinale dans la région reste faible avec un taux de 4,75% des personnes vaccinées.

FINANCEMENT - MOBILISATION DE RESSOURCES

Cameroun – Appel consolidé Extrême-Nord 2021

US\$ 99,717 millions requis
US\$ 12,9 millions financés

Financement par secteur (en million US\$) au 26 novembre 2021



En millions et milliers USD

	FINANCEMENT		
	FINANCÉ	NON FINANCÉ	POURCENTAGE
Reponse Refugiés	6M	15M	29%
Protection	2M	14M	12%
Nutrition	446K	11M	4%
EHA	0K	9M	0%
Abris/AME	476K	9M	5%
Sécurité Alimentaire	361K	9M	4%
Education	3M	8M	27%
Santé	147K	4M	4%
Rélevement Précoce	95K	4M	3%
Coordination	357K	2M	13%

Ce graphique traduit les contributions rapportées par les partenaires humanitaires sur le Financial Tracking OCHA Service (FTS).

Tous les partenaires humanitaires, y compris les bailleurs de fonds et les organisations bénéficiaires, sont encouragés à informer FTS de toute contribution en argent et en nature en envoyant un courriel à fts@un.org.

BESOINS ET REPONSE HUMANITAIRES PAR SECTEUR

Education

Plan International a sensibilisé 10 068 personnes au respect des mesures barrières contre la COVID-19 dans le Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga et Logone et Chari, comprenant 1 341 déplacés internes et 3 030 réfugiés, dont 31 filles, 26 garçons, 5 736 femmes et 4 275 hommes. Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) a formé 662 personnels d'encadrement scolaire, dont 141 femmes et filles sur la pédagogie spéciale et les violences de genre en milieu scolaire (VGMS) dans le Logone et Chari, Mayo-Tsanaga et Mayo-Sava.

10 068

Personnes formées sur les mesures barrières contre la COVID-19



Santé

International Medical Corps (IMC) a sensibilisé 14 685 personnes contre la COVID-19 dans le Centre de Santé Intégré (CSI) de Minawao dans le Mayo-Tsanaga et 2 157 personnes dans le CSI de Kérawa dans le Mayo-Sava. IMC soutient la prise en charge (PEC) médicale des réfugiés nigériens et populations hôtes des environs du camp des réfugiés de Minawao ainsi que la PEC des enfants de moins de 5 ans et femmes enceintes et/ou allaitantes dans le CSI de Kérawa. Le recours aux formations sanitaires reste tardif. Les cas positifs à la COVID-19 refusent de s'isoler dans les centres aménagés, augmentant les risques de transmission de la maladie. Le centre de PEC des cas COVID-19 du camp de Minawao n'est toujours pas opérationnel dû au manque de financement.

14 685

Personnes sensibilisées
sur la COVID-19



Nutrition

Grâce à l'appui technique et financier de l'UNICEF, du Programme Alimentaire Mondial (PAM), Plan International, Alliance for International Medical Action (ALIMA), IMC, Croix Rouge Française (CRF), Médecins Sans Frontières (MSF), Action Contre la Faim (ACF) et Première Urgence Internationale (PUI), 2 461 enfants de moins de cinq ans sévèrement mal nourris, dont 30 réfugiés, ont été nouvellement admis dans les centres de PEC de la région. 11 188 enfants de 6 à 59 mois ont été dépistés pour la malnutrition aigüe dont 471 grâce à l'approche Périmètre Brachial – mères.¹ Parmi eux, 14 880 ont bénéficié d'une supplémentation d'aliments à domicile à base de super-céréales (CSB+). 2 315 visites de suivi à domicile, 116 séances de démonstration/éducation nutritionnelle ont été effectuées en communautés par les organisations ci-dessus. Au cours de ces activités, 5 657 enfants ont eu un rattrapage vaccinal, une supplémentation en vitamine A et un déparasitage. Par la même occasion, 30 059 parents ont été sensibilisés sur les bonnes pratiques d'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) dans le contexte de la COVID-19. 181 enfants Malnutris Aiguës Modérés (MAM) ont également été réhabilités à travers des foyers de déviance positive. Les stocks d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE) sont en rupture au Centre Nutritionnel Ambulatoire pour Malnutrition Aigüe Sévère (CNAS) de Kérawa dans le Mayo-Sava.

14 880

Enfants pris en charge pour
la malnutrition aigüe



Sécurité alimentaire

L'analyse nationale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'octobre a révélé que 16% de la population de la région de l'Extrême-Nord est en situation de crise alimentaire. Les départements les plus touchés sont le Mayo-Tsanaga, suivi du Mayo-Sava et du Logone et Chari avec respectivement 28%, 26% et 25% au dernier trimestre de l'année. Plusieurs actions ont été menées en novembre par les partenaires du secteur pour faire face à cette situation. Le PAM et INTERSOS ont procédé à une distribution alimentaire générale de vivres à 22 968 personnes déplacées dont 12 403 femmes dans les départements du Mayo-Sava, du Mayo-Tsanaga et du Logone et Chari. Dans le cadre des activités de résilience, le PAM et son partenaire Lutheran World Foundation (LWF) ont effectué une distribution alimentaire conditionnelle. Cette distribution a ciblé 10 000 personnes dont 5 400 femmes en compensation de 20 jours d'activités de création et de réhabilitation des actifs communautaires, notamment des champs communautaires, cordons pierreux, mare d'eau, pistes rurales, bief, digues de protection, reboisement, et abris à moulin. En outre, INTERSOS a organisé une foire aux petits ruminants et aux volailles dans le Mayo-Sava et Mayo-Tsanaga. 1 366 personnes y ont pris part, dont 685 femmes et 681 hommes déplacés internes, retournés et membres de la communauté hôte.

32 968

Personnes ont bénéficié
d'une assistance
alimentaire en nature

¹ L'approche Périmètre Brachial – mères est une approche de dépistage et diagnostic de la malnutrition par les mères en utilisant des bandelettes MUAC (Mid-Upper Arm Circumference) mesurant le périmètre brachial et en capacitant les mères à détecter les œdèmes.

Protection

Plan Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), à travers son partenaire INTERSOS, a documenté et analysé 497 incidents de protection dans les trois départements en crise. Selon la répartition de ces incidents par département, le Logone et Chari a enregistré le plus d'incidents soit 41% suivi du Mayo-Sava (30%) et du Mayo Tsanaga (29%). Les principaux incidents répertoriés ont été les vols et pillages à 40% suivis des extorsions des biens à 21%. Les hommes ont été les plus atteints car ayant subi 78% des violations enregistrées.

1 173

Membres d'associations de gestion des conflits sensibilisés en novembre

Plan International, International Rescue Committee (IRC), HCR et INTERSOS ont sensibilisé 1 173 membres des comités de gestion des conflits sur la cohésion sociale, la résolution pacifique des conflits et le vivre ensemble dans le Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga et Logone et Chari. Le HCR, INTERSOS et le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC) ont également sensibilisé 786 personnes sur la documentation civile dans le Logone et Chari, Mayo-Sava et Mayo-Tsanaga.

Logement Terre et Propriété (LTP)

NRC a identifié 78 cas de LTP et a mené six sessions d'informations sur les LTP et leur résolution collaborative. Ces sessions ont touché 547 personnes, dont 251 femmes, dans le Logone et Chari, Mayo-Sava et Mayo-Tsanaga. NRC a clôturé 298 cas de LTP dans le Logone et Chari, Mayo-Sava et Mayo-Tsanaga. Il a aussi diffusé des spots de sensibilisation sur la sécurité d'occupation en situation de déplacement forcé dans les radios communautaires en langues locales dans le Mayo-Sava, le Mayo-Tsanaga, le Diamaré et le Logone et Chari. La principale difficulté dans ce domaine est liée au fait que les transactions foncières et de logement se font oralement avec des risques élevés d'évictions forcées.

298

Cas de LTP clôturés en novembre

Protection de l'enfance

Plan International, IMC, Children's Life in Rural Area (CLIRA) et Action Locale pour un Développement Participatif et Autogéré (ALDEPA) ont apporté un appui psycho-social, ainsi que des messages de sensibilisation contre la COVID-19 et sur la prévention des abus et de l'exploitation sexuelle, à 4 519 enfants et tuteurs, dont 2 106 filles, 2 268 garçons, 109 femmes et 53 hommes. 45 enfants non accompagnés et séparés, dont 20 filles et y compris des survivantes de Violence Basée sur le Genre (VBG), ont été identifiés et ont reçu un appui psycho-social et référé au service social. IMC, Plan International, CLIRA, ALDEPA et IRC ont tenu 21 sessions de formation sur l'identification et la référence des cas de VBG. Elles ont atteint 4 385 personnes, dont 1 718 filles, 1 991 garçons, 351 femmes et 325 hommes. Les principaux défis auxquels fait face le secteur incluent le manque de financements pour répondre aux besoins de la protection de l'enfance, ainsi que l'accès limité à certaines localités à cause de l'insécurité.

45

Enfants non accompagnés et séparés identifiés et assistés

Violences Basées sur le Genre

Les activités de prévention et de réponse aux VBG se sont poursuivies sur le terrain au cours du mois de novembre. Les partenaires ALDEPA, Association de Lutte contre les Violences faites aux Femmes (ALVF) et IRC ont apporté une assistance (psychosociale, y inclus premiers secours psychologiques (PSP), activités socio-récréatives, etc.) à 1 461 femmes et filles dans des espaces protégés sûres. Par ailleurs, ACF, Plan International, ALDEPA, INTERSOS, et IRC ont sensibilisé 12 935 personnes, dont 2 804 filles, 4 450 femmes, 2 373 garçons et 3 308 hommes sur la campagne Orangez le monde : Mettre fin dès maintenant à la violence à l'égard des femmes ! Les messages se rapportaient aux types de VBG et leurs conséquences, les moyens de les prévenir et les

12 935

Personnes touchées par La campagne de sensibilisation Orange : Stop aux violences faites aux femmes maintenant !

mesures de lutte contre les violences faites aux femmes et filles ainsi que l'importance de l'éducation et du signalement des cas de VBG. ALDEPA a distribué des kits de dignité à 350 personnes, dont 165 femmes et 185 filles. ACF et Plan International ont formé 438 personnes sur les compétences de vie et les VBG. Le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) a renforcé les capacités de 14 membres du groupe de travail VBG sur la coordination sectorielle.

Coordination humanitaire

OCHA a maintenu la liaison avec les autorités administratives et sécuritaires pour l'accès humanitaire dans la région. OCHA a fait le suivi avec le sous-préfet de Mokolo pour une rencontre entre les communautés, acteurs humanitaires et les autorités de Mokolo pour lever les questions qui ont conduit au déni d'accès à Tourou dans le Mayo-Tsanaga. Un plaidoyer a également été fait pour assurer l'accès à Kerawa dans le Mayo-Sava auprès des forces de sécurités, qui ont engagé le nettoyage des EEI sur l'axe Kérawa-Nigeria.

OCHA poursuit la coordination de la réponse humanitaire à travers l'animation des réunions de coordination. Il a également apporté un appui au gouverneur dans la préparation et la mobilisation de tous les partenaires humanitaires, de développement et de consolidation de la paix lors de la réunion bilan avec les autorités de la région. OCHA fait le suivi pour la mise en œuvre des recommandations clé de ladite réunion avec les autorités et les partenaires.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

David Cibonga, Chef de Bureau *a.i.*, OCHA Cameroun, cibonga@un.org

Claude Mululu, Chef du Sous-bureau, OCHA Maroua, mululuc@un.org

Ariane Maixandeu, Chargée de l'Information Publique, OCHA Cameroun, ariane.maixandeu@un.org

Pour plus d'information, veuillez-vous rendre sur : www.unocha.org/Cameroon | www.reliefweb.int | Humanitarianresponse.info